

Richard Ramos
Député de la 6^{ème} circonscription du Loiret
Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP
Tél. 01 40 63 56 76

Orléans, le 27 octobre 2017

N/réf. : 2017 - 32 - CI

Madame la Rectrice,

J'éprouve pour l'École de la République une immense affection et pour ses serviteurs le plus profond respect. Vous avez la lourde tâche de veiller au bon fonctionnement de cette noble institution au sein de notre académie et je sais que ce n'est pas chose aisée. Nous vous en remercions.

Nous sommes dans le département qui a vu naître Charles Péguy et Jean Zay, deux figures tutélaires dont l'engagement pour une École républicaine au service du progrès social doit inlassablement nous guider. Cette École doit être l'École de tous les territoires, de toutes les parties de notre département et le lycée a sa place, dans nos esprits et nos cœurs, au-delà de la Métropole ou de ses franges.

L'annonce de l'implantation du futur lycée de l'Est Orléanais à Châteauneuf-sur-Loire a été pour les habitants de cette partie du département, la source d'une grande fierté et d'une espérance. Notre territoire, dont j'ai l'honneur d'être le député, pouvait s'enorgueillir de la présence de ce type d'établissement et fonder les plus grands espoirs pour sa jeunesse dans le cadre de notre pacte républicain. Cet établissement, pièce majeure d'une politique d'aménagement du territoire réfléchi, allait concourir à son attractivité et son développement. Ce projet s'inscrivait dans une nécessaire solidarité entre les territoires et pour une égalité devant la culture.

Je tiens à vous faire part de notre stupeur collective à la suite de votre conférence de presse donnée avec M. le Président de la Région Centre-Val de Loire, François Bonneau, où vous avez pris la décision unilatérale de suspendre ce projet déjà très engagé d'implantation à Châteauneuf-sur-Loire. En faisant obstacle à cette implantation et en nous proposant de nous tourner à nouveau vers la Métropole ou sur ses franges pour l'implantation de ce futur lycée, vous contribuez à accroître l'isolement de cette partie du territoire départemental en la privant d'une structure qui renforcerait ses indéniables potentialités.

Monsieur le Premier ministre, dans une lettre adressée aux maires il y a quelques jours, présentait la conférence des territoires comme « le lieu où se construisent les mesures, qui nous permettront de combattre le sentiment de relégation et de résignation qui s'est installé dans certains territoires. » Il appelait à relever un défi : « celui de ne plus parler de fractures et de périphéries, mais de créer de nouveaux liens de solidarité et d'équilibre. »

Nous y sommes ! Je me fais ici le porte-parole des élus ruraux, de mes compatriotes qui vivent cette décision de refus d'implantation du lycée à Châteauneuf-sur-Loire comme un abandon, une fracture territoriale supplémentaire. Nous avons le sentiment d'être relégués, d'être, selon les termes de Mme la maire de Châteauneuf-sur-Loire, les victimes d'une « France à deux vitesses ». J'ai pour ma part la conviction que cette décision nous éloigne de la volonté du Chef de l'État du nécessaire renouvellement de notre contrat social et cela dans tous les territoires de la République.

Cette paire de bottes, que je vous offre aujourd'hui, en est le témoignage. Je veux espérer que nous trouvions ensemble des solutions aux problématiques démographiques qui se posent à nous, et qui sont sources de tensions au sein de la Métropole. J'espère pouvoir vous convaincre de la nécessité forte de la création d'un lycée à Châteauneuf-sur-Loire comme élément structurant de cette partie du territoire. Je me tiens, dans cette perspective, à votre disposition pour une rencontre.

Avec mes respectueux hommages, je vous prie d'agréer, Mme la Rectrice, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Richard RAMOS

Madame Katia Béguin
Rectrice de l'académie d'Orléans-Tours, Chancelière des universités
Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours
21, rue Saint Etienne
45043 ORLEANS Cedex 1